

**Compte rendu du Colloque : "Économie sociale, coopération internationale et développement : enjeux et perspectives", tenue à l'Université du Québec à Hull en novembre 2000**

*René Lachapelle*

Note sur l'auteur :

**René Lachapelle** est organisateur communautaire au CLSC du Havre de Sorel. Il a aussi été président du Conseil central à la CSN pendant plusieurs années. De plus, il est secrétaire au Comité exécutif du Groupe d'économie sociale et solidaire du Québec (GESQ), groupe initiateur de la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité sociale 2001.

**Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire  
Série Conférence no. 5**

**Mai 2001**

**ISBN: 2-89251-096-1**

## Table des matières

<b>PROGRAMME DU COLLOQUE DE L'UQAH, 2 NOVEMBRE 2000 .....</b>	<b>1</b>
<b>COMPTE RENDU DU COLLOQUE DE L'UQAH, 2 NOVEMBRE 2000 .....</b>	<b>4</b>
1. L'ACTUALITE DES RAPPORTS DE L'ECONOMIE ET DU SOCIAL.....	4
2. LES NOUVEAUX MODELES EN EMERGENCE APPELLENT UNE NOUVELLE REGULATION .	5
3. DES EXEMPLES DE PRATIQUES QUI ONT FAIT LE PASSAGE A UN PARTENARIAT SOLIDAIRE.....	8
4. LE RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES DE COOPERATION INTERNATIONALE .....	11
5. L'ECONOMIE SOCIALE OFFRE-T-ELLE VRAIMENT UNE ALTERNATIVE A LA MONDIALISATION ?.....	12
6. PREPARER LE RENDEZ-VOUS DE QUEBEC EN 2001 .....	13
<b><i>DEUXIÈME RENCONTRE INTERNATIONALE SUR LA GLOBALISATION DE LA SOLIDARITÉ. “ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UNE PERSPECTIVE NORD-SUD ” QUÉBEC, CANADA, OCTOBRE 2001 .....</i></b>	<b>15</b>
INVITATION .....	15
GROUPES PROMOTEURS .....	16
DOCUMENT D'APPEL.....	19
APPERÇU DU PROGRAMME DE LA RENCONTRE .....	22

*Pour en savoir plus, visitez nos sites Internet*

**Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC)**  
<http://www.uqah.quebec.ca/crdc-geris/>

***À ne pas manquer***

**Rencontre internationale sur la Globalisation de la solidarité.  
L'Économie sociale et solidaire : une perspective Nord-sud**  
<http://www.uqah.quebec.ca/ries2001/>

*ÉCONOMIE SOCIALE, COOPERATION INTERNATIONALE ET DEVELOPPEMENT : ENJEUX ET PERSPECTIVES*

**Programme du Colloque de l'UQAH, 2 novembre 2000**

**AVANT-MIDI**

**Inscription de 8 h 30 à 9 h**

**Ouverture de 9 h à 9 h 30**

*Lucie Fréchette*, coordonnatrice du GÉRIS (UQAH), chercheure en économie sociale (A. latine) :

**Colloque sur l'économie sociale et la coopération Nord-Sud : le pourquoi et le comment.**

*M. Francis Whyte*, recteur de l'UQAH

**Les universités dans la coopération internationale : le soutien de l'UQAH à la réalisation de la rencontre internationale du 9 au 12 octobre 2001.**

*Gérald Larose*, professeur en travail social (UQAM) et président du Comité d'Appel de la rencontre internationale de septembre 2001

**La rencontre internationale du 9 au 12 octobre 2001 : objectifs et démarches en cours.**

**Bloc I de 9 h 30 à 10 h 30**

Panel d'ouverture

**Économie sociale et développement dans les pays du Sud : quelle économie sociale pour quel développement ?**

**1. Économie sociale et développement en Afrique de l'Ouest.**

*Yao Assogba*, chercheur (CRDC/GÉRIS/UQAH) et *Claude Giles* (SUCO-Mali)

**2. Économie sociale et développement en Amérique latine.**

*Louis Favreau*, chercheur (CRDC/UQAH) et *Jean-Guy Lacoursière* (CUSO-Québec)

Échange entre participants.

**PAUSE de 10 h 45 à 11 h**

**Bloc II de 11 h à midi**

**Coopération Nord-Sud : quel rôle les organisations de coopération internationale jouent-elles et peuvent-elles jouer pour développer l'économie sociale dans les pays du Sud ?**

**1. Coopération Nord-Sud, économie sociale et développement local : l'expérience de Plan Nagua (région de Québec) avec la République dominicaine.**

*Francine Barbeau* (directrice de Plan Nagua).

**2. Coopération Nord-Sud, économie sociale et développement local : l'expérience de Développement et Paix en Asie, en Afrique et en Amérique latine.**

*Michel Lacroix* (Développement et Paix).

Échange et discussion

**DÎNER de 12 h à 13 h 30**

**Bloc III 13 h 30 à 15 h**

**Coopération Nord-Sud et économie sociale : comment les OCI, les organisations syndicales, les groupes de femmes et le mouvement coopératif sont-ils dans le coup ?**

**1. Coopération Nord-Sud, économie sociale et développement local : les organisations de coopération internationale (OCI) et l'économie sociale.**

*Manon Boulianne* et *Solange van Kemenade* (chercheuses associées à la CRDC) : allons-nous vers de nouvelles formes de coopération internationale ?

**2. Coopération Nord-Sud : l'expérience d'une institution financière coopérative, la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec (CETTQ)**

*Clément Guimont*, directeur de la CETTQ

**3. Coopération Nord-Sud : l'expérience syndicale de l'UPA**

*André Beaudoin*, directeur des services de coopération internationale de l'UPA.

Échange entre participants.

**PAUSE de 15 h à 15 h 30**

**Bloc IV de 15 h 30 à 16 h 30**

**1. Coopération Nord-Sud : l'expérience des groupes de femmes (la réciprocité des relations Nord-Sud dans les cuisines collectives)**

*Danielle Fournier*, École de service social (U. de Mtl.) et *Lucie Fréchette*, travail social (UQAH).

## **2. Coopération Nord-Sud : l'expérience syndicale de la FTQ**

*André Leclerc*, directeur des services de la coopération internationale de la FTQ

Échange entre participants.

## **3. Synthèse de clôture**

*Bryan Barton*, président du Comité de solidarité Tiers Monde de Trois-Rivières et membre du conseil d'administration de l'AQOCI.

## **4. Conclusion du colloque et pistes pour la rencontre du 9 au 12 octobre 2001**

*Gérald Larose*, président de la rencontre internationale d'octobre 2001 et du Groupe d'économie solidaire du Québec.

## **16 h 30 MOT DE LA FIN**

*Louis Favreau*, titulaire de la Chaire de recherche en développement communautaire (UQAH)

## **Compte rendu du Colloque de l'UQAH, 2 novembre 2000**

**René Lachapelle**

est secrétaire du Groupe d'économie solidaire du Québec

Le 2 novembre 2000 se tenait à l'Université du Québec à Hull un colloque organisé par la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC) et le Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS) en collaboration avec l'UQAM, l'UQAC et Concordia. L'événement a réuni des gens provenant des réseaux québécois d'économie sociale engagés dans le développement international —femmes, syndicats, coopératives et organismes de coopération internationale— et des chercheurs autour des enjeux et perspectives de l'économie sociale et solidaire, de la coopération internationale et du développement. Dans le mot de bienvenue, Lucie Fréchette, coordonnatrice du GÉRIS, a présenté la journée comme “ un remue-méninges sur des pratiques novatrices avec des gens des mouvements sociaux et du milieu de la coopération internationale ” en préparation à la *Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité* qui se tiendra à Québec en octobre 2001.<sup>1</sup>

Le colloque a permis la présentation de plusieurs expériences de coopération Nord-Sud qui se caractérisent par la réciprocité et une activité économique qui intègre le social en misant sur l'engagement des personnes comme premier levier de réalisation. Il a mis en évidence que les organisations de coopération internationale et les grands réseaux de l'économie sociale québécoise contribuent activement à un renouvellement des pratiques de coopération. Cette mise en commun a entre autres clairement soulevé la question de la contribution de l'économie sociale et solidaire à une autre mondialisation.

### **1. L'actualité des rapports de l'économie et du social**

Le recteur de l'UQAH, Francis White, qui est aussi membre du Comité d'honneur de la rencontre de Québec 2001, affirme que l'institution qu'il dirige place l'économie sociale au cœur de ses activités en sciences sociales. L'existence de la Chaire de recherche en développement communautaire l'illustre clairement. Les avenues dans lesquelles la Chaire est active répondent à la conviction que “ formation et recherche ont un rôle à jouer pour que l'Université contribue, entre l'État et le secteur privé, au renforcement des échanges internationaux ”. C'est ce qui a amené l'UQAH à contribuer activement à la rencontre de Lima (1997) et à s'engager dans l'organisation de celle de Québec.

---

<sup>1</sup> LACHAPELLE, René (2000), “ Au Québec en 2001, une rencontre internationale Nord-Sud pour une mondialisation alternative ” in *Économie et Solidarités*, Vol. 31 no.2, pp.9-18.

La présidente du Chantier de l'économie sociale, Nancy Neamtan, estime “ de plus en plus fort le mouvement des gens qui croient qu'économie et social doivent contribuer ensemble au développement de la communauté ”. L'économie sociale est encore dans les marges de l'activité économique, mais son influence commence à toucher le courant dominant : “ Nous arrivons au moment où nous entreprenons de créer des réseaux internationaux et où les États se donnent des ministres de l'économie solidaire ”. Ainsi la rencontre des pays membres de l'Union européenne à la fin de novembre 2000 sur l'économie sociale prépare la rédaction d'une charte européenne de l'économie sociale et solidaire. Dans la perspective d'une économie plurielle, il y a une alternative possible à la mondialisation sauvage. La rencontre de Québec en 2001 sera l'occasion de “ faire un pas de plus dans la globalisation de la solidarité ”. Mais d'ores et déjà il faut constater, a-t-elle conclu, qu’“ on en a fait du chemin quinze ans! ”

## **2. Les nouveaux modèles en émergence appellent une nouvelle régulation**

“ On peut apprendre du Sud dans l'intégration du social et de l'économie ”, affirme Claude Giles de SUCO en présentant la contribution d'une communauté paysanne au renouvellement des échanges Nord-Sud, le jumelage réalisé entre Ste-Élisabeth dans Lanaudière et Sanankoroba au Mali. La pérennité du développement repose à la fois sur le fait qu'il est contrôlé par la population, que les personnes en constituent le centre et que l'approche est globale : “ le développement de l'ensemble des secteurs d'activités par l'ensemble des composantes d'un milieu, apparaît comme approche à privilégier ”. C'est dans cette perspective que l'expérience malienne a été bâtie autour de quatre axes : la démocratie en mettant en place ou en renforçant une structure représentative dynamique dans la collectivité ; la formation pour que “ toutes et tous puissent s'approprier l'ensemble des étapes du processus, en intégrant les principes démocratiques et leur exigences associées à la régie d'un État moderne <sup>2</sup> ” ; un réseau de communication entre les collectivités “ pour partager des enjeux communs et se soutenir mutuellement dans leur processus de prise en charge ” ; et un capital de développement.

Dans la logique de la prise de conscience faite lors de la rencontre de Lima à l'effet que l'économie peut être solidaire, plutôt que de financer un projet, on a fourni au village un capital (22 000 \$) que les paysans ont pu investir dans des projets de leur choix. Avec les fonds récupérés, ils ont pu développer de nouveaux projets. En trois ans et demi, près des deux tiers de l'investissement ayant été remboursés, 14 500 \$ supplémentaires ont pu être injectés dans trois nouveaux projets répondant à des besoins de la communauté : un dispensaire, une maternité et des classes. De plus les projets agricoles financés au départ ont permis une meilleure productivité, ce qui a laissé aux femmes du temps libre qu'elles ont consacré à développer une entreprise de mouture du karité<sup>3</sup>. Les revenus de leur entreprise

---

<sup>2</sup> KONATÉ, Moussa, SIMARD, Paule, GILES, Claude et Lyne CARON (2000), *Sur les petites routes de la démocratie*, Écosociété, Montréal.

<sup>3</sup> Arbre “ dont la graine renferme une substance grasse, comestible après traitement et utilisée dans la fabrication des

financent maintenant la mouture des céréales pour l'alimentation locale, de telle sorte que les petites filles ont le temps d'aller à l'école.

Cette expérience démontre que l'entreprise solidaire permet des changements économiques, mais aussi la mise en place d'une structure horizontale de participation dans le village et l'émergence de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes. Les plus grands résultats de l'expérience sont sur le terrain social : “ tout développement durable passe par la population du territoire ciblé et elle en est la première bénéficiaire ”.

Réjean Lantagne, de SOCODEVI, estime pour sa part que cela se vérifie dans le Programme d'appui au développement local de son organisme (financé par l'ACDI) au Guatemala. Le programme met à la disposition de deux cents communautés de base en milieu rural les moyens d'engager elles-mêmes les ressources de formation dont elles ont besoin.

Yao Assogba a enchaîné en soulignant que les mesures d'ajustement structurel ont mis en évidence à quel point “ l'économie africaine est liée au social ”. Alors qu'on avait l'habitude de considérer l'activité de subsistance comme une économie informelle, la perspective de l'économie sociale inscrit ces activités dans le cadre du village comme une activité économique qui intègre un vivre-ensemble. Ce premier développement<sup>4</sup> est essentiel à l'émergence d'un espace de marché parce qu'il est capable de générer des surplus et qu'il permet à une communauté d'assumer sur une base mutualiste ou coopérative des assurances sociales que l'État ne fournit pas.

Cette approche ouvre des perspectives pour l'Afrique. Après quarante ans d'efforts pour rattraper l'Occident, il est maintenant possible d'envisager que l'Afrique se rattrape elle-même : sur la base de ce premier étage qu'est l'économie de subsistance, l'économie sociale donne accès au second étage, l'économie de marché, et rend possible la participation à l'économie mondiale. La concrétisation de ces perspectives repose sur la coopération entre le Nord et le Sud : on peut “ rêver d'un sursaut qui mette l'histoire en marche ”, a-t-il conclu en reprenant les mots de Fernand Dumont dans *Raisons communes*.

Jean-Guy Lacoursière a présenté la méthode développée par CUSO : intervenir à la fois au niveau communautaire dans un milieu donné, au niveau des alliances avec des partenaires et au niveau politique. Il a illustré cette approche en traitant des échanges entre l'Outaouais et les régions de Goiás

---

cosmétiques ” (Petit Robert, 1996).

<sup>4</sup> Sur la notion de premier développement voir Louis FAVREAU (2000), “ Économie sociale et développement dans les sociétés du Sud ” in *Économie et Solidarités*, Vol. 31 no.2, pp.56-59.



(Brésil) et de l'Araucanie (Chili), un modèle dans lequel on cherche la plus grande réciprocité possible entre les partenaires et on intègre, sur la base de leurs intérêts sociaux, des acteurs qui ne sont pas habituellement engagés dans des activités de solidarité internationale. On mise dans ces échanges sur le fait que, sur la base des cultures, les collectivités sont égales et les échanges mutuellement profitables. En développant la connaissance de la culture de l'autre, les partenaires disposent d'un savoir qui intéresse les gens d'affaires : à terme on pense que cela pourrait permettre l'autofinancement des liaisons. Le Conseil régional de développement (CRD) et la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais de même que l'Université contribuent à ces échanges. Dans le cas de l'Araucanie, les échanges passent par des associations de municipalités au Sud, le CRD au Nord et les universités de Témuco et du Québec à Hull<sup>5</sup>. Au Brésil, Goiás offre son expertise en municipalisation des services et en immunisation, tandis que c'est par le biais d'Info santé et de la régionalisation que la Régie de l'Outaouais collabore à l'amélioration des services d'une soixantaine de communautés. Le succès de ces échanges tient en bonne partie au respect des cultures en présence. Les régions s'occupent de leurs propres problèmes en profitant de l'expérience des autres, stimulées par le fait que les acteurs se reconnaissent dans ces rapports réciproques : “échanger avec d'autres peuples, non pas dans un simple esprit de charité où nous nous sentons confortablement supérieurs —ou inconfortablement inférieurs, selon l'endroit où l'on se trouve— mais plutôt dans un esprit de partage et de solidarité où nous sommes tous égaux en tant que peuples”.

Louis Favreau de la Chaire de recherche en développement communautaire de l'UQAH met l'accent sur la facture sociale qu'entraînent la pauvreté et les politiques d'ajustement structurel. Dans la logique néolibérale, il n'est plus question de développement ; on assiste à la polarisation entre des régions gagnantes et des régions d'extrême pauvreté pour lesquelles il ne reste que l'aide humanitaire. Malgré une croissance réelle plus rapide au Sud qu'au Nord au cours des dernières décennies et une amélioration nette de l'espérance de vie au Sud, les écarts entre le Nord et le Sud augmentent. Il est clair que la situation place l'économie mondiale face au défi d'un développement durable, en particulier parce qu'un nouveau rapport de force se dessine avec la résurgence des sociétés civiles.

Malgré le sentiment qu'il s'agit du combat de David contre Goliath, des milliers de groupes portent des initiatives locales dans lesquelles les rapports de proximité sont essentiels. Ils travaillent selon des règles démocratiques, font une place aux femmes et aux jeunes et développent des alternatives économiques et prennent en main leur environnement. Ces milliers d'initiatives ne constituent pas une alternative, mais elles appellent la construction d'une nouvelle gouvernance qui mise sur le local et l'économie sociale plutôt que sur un marché régulé par le seul État national, qui s'appuie sur des entrepreneurs plutôt que des consommateurs et qui développe des systèmes locaux d'échange. De

---

<sup>5</sup> Voir Patrick DONOVAN, Guillermo WILLIAMSON et Eduardo DIAZ (2000), “ L'économie sociale dans la région IX de l'Araucanie, Chili: une option pour le développement régional ” in *Économie et Solidarités*, Vol. 31 no.2, pp.158-181.

nouveaux moteurs de développement sont en voie de remplacer les anciens, qui misent sur la mobilisation des acteurs et interpellent les États pour qu'ils assument leur rôle de redistribution sociale et de régulation économique.

### **3. Des exemples de pratiques qui ont fait le passage à un partenariat solidaire**

Le Plan Nagua, présent depuis 1979 en République dominicaine, a mis depuis 1990 sa connaissance du pays au service du développement du commerce équitable. Développer des relations économiques justes et équitables, c'est mettre en place les équipements requis pour que les producteurs soient en mesure d'acheminer leur café en obtenant un prix convenable. En Europe, le café équitable représente 5 % du marché. Au Canada tout reste à faire. Le commerce équitable c'est aussi l'application au Sud de principes de production sur une base collective ou coopérative en contrepartie d'un financement planifié. Selon Francine Barbeau, en empruntant cette voie l'organisation passe de la coopération internationale au partenariat dans une perspective d'économie sociale et solidaire.

Cette approche partenariale c'est aussi celle que Développement et Paix a retenue pour remplir son double mandat de soutien à des alternatives au Sud et d'éducation auprès de la population canadienne. Michel Lacroix en a donné trois exemples : appui à la lutte des Paysans sans terre au Brésil, aide à la reconstruction du Rwanda par des groupes de femmes et soutien au reboisement des mangroves<sup>6</sup> aux Philippines.

Le Mouvement des paysans sans terre compte cinq millions de membres engagés dans une action globale pour la répartition des terres. L'organisme a mis sur pied des coopératives de transformation du manioc, une plante comestible qui pousse rapidement et assure un rendement rapide des terres occupées. Les paysans sont ainsi en mesure d'avoir des revenus pour entreprendre de nouvelles cultures et construire une école pour leurs enfants. Ce faisant ils mettent le gouvernement devant le fait accompli et forcent la redistribution des terres.

Au Rwanda, 60 % des cheffes de famille sont des veuves. Les veuves de Savé, aussi bien Hutus que Tutsis, ont fondé une association pour rebâtir les maisons, une responsabilité traditionnellement réservée aux hommes. Elles ont aussi bâti un moulin et ouvert un atelier de menuiserie où travaillent leurs enfants orphelins.

À Mindanao (Philippines), la population de gens de la mer vivait traditionnellement de la pêche, mais la surpêche a détruit les stocks. La coopérative Agri-aqua s'est constituée pour entreprendre le

---

<sup>6</sup> “ Formations végétales caractéristiques des littoraux marins tropicaux ”, où dominent de grands arbres (palétuviers) sur un terrain marécageux (Petit Robert, 1996).

reboisement des mangroves et créer une ferme d'élevage de crabes. La coopérative est une expérience de gestion démocratique des ressources aquatiques.

Ces trois exemples d'économie solidaire ont en commun de reposer sur la participation des populations concernées. C'est ce qui permet d'espérer qu'elles contribuent au développement d'une alternative en modifiant de façon durable les conditions économiques et sociales des gens qui y sont engagés.

Clément Guimond, directeur de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs du Québec, a témoigné de son expérience qu'une banque équitable c'est non seulement souhaitable, mais possible. Selon lui, “ développer autrement, en conjuguant initiative et solidarité, c'est souhaitable, faisable et viable ”. Le marché ne réglera pas les problèmes de l'environnement et du partage de la richesse, il faut donc redonner son sens à l'argent en rétablissant des rapports de réciprocité : “ il faut donner de la place aux personnes et à leurs savoir-faire plutôt que de s'attacher à leurs faiblesses et aux chiffres ”.

Faire une banque équitable c'est mobiliser l'épargne locale pour la mettre au service de projets locaux. Il y a des organisations militantes comme les syndicats, les fonds de retraite, les communautés religieuses, qui sont intéressées à une utilisation éthique et solidaire de l'épargne. En contrepartie, l'utilisation de ces fonds doit répondre aux exigences de l'épargne : du côté des projets, la solidarité c'est consolider les entrepreneurs. Pour Clément Guimond les exemples de l'auberge L'autre jardin, du Cirque du Soleil ou de Union provisiva (Mexico) dans lesquels la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs de Québec a investi démontrent que constituer une communauté entrepreneuriale en travaillant en réseau est un choix gagnant.

Gervais Serres de l'UPA Développement international (UPA DI), rappelant qu'au Québec le mouvement agricole a démarré grâce à la loi obligeant les agriculteurs à adhérer à l'UCC, estime que la contribution principale du syndicalisme agricole au développement est le support qu'il apporte à l'organisation sociale et démocratique des projets de production. En travaillant avec des organisations communautaires et en favorisant le contact direct d'agriculteurs québécois avec des paysans, on transmet l'expérience syndicale de la production jusqu'à la mise en marché. Ainsi au Burkina Faso, un groupe de femmes a appris à respecter le cahier de charges des distributeurs allemands quand elles produisent de l'oseille de Guinée. Ce faisant elles obtiennent trois fois le prix qu'elles recevaient traditionnellement, et ce revenu leur permet d'acheter des vélos pour que leurs enfants aillent à l'école. Dans le même sens, la FTQ investit depuis une décennie dans la formation syndicale de base, un besoin identifié dans les centrales syndicales officielles après la chute des régimes autoritaires qui les avaient mises en place. Ces organisations, souvent engagées dans des activités d'économie sociale dans la mesure où elles gèrent des pharmacies, des dispensaires, de petites caisses de crédit, etc., ont de la difficulté à assumer ces tâches quand elles deviennent autonomes sans préparation. La FTQ,

canalisant les fonds de solidarité internationale de ses membres, organise de la formation de formateurs en Afrique francophone et en Haïti.

De la même façon, les mutuelles québécoises qui n'ont pas les moyens de faire de la coopération chacune par elle-même, se sont unies et ont mis sur pied SOCODEVI, un réseau qui leur donne accès aux projets internationaux.

Au Québec, le Chantier de l'économie sociale regroupe l'ensemble des initiatives liées à ce type d'économie et cela nous permet de prendre conscience que nous avons une tradition de solidarité sociale qui est un puissant outil pour organiser la coopération. L'avantage actuel du Québec c'est que l'État appuie les développeurs de l'économie sociale, ce qui n'est pas le cas dans les pays du Sud. Trois défis se posent, selon Nancy Neamtan, pour que le Québec apporte sa pleine contribution à l'essor de l'économie sociale : rendre visible ce qui se fait ; mener le débat dans la société civile, en particulier avec les syndicats, sur les rapports de l'économie sociale et de l'économie publique ; et rendre le capital accessible. Actuellement le capital de risque est disponible pour l'entreprise privée, pas pour les projets collectifs : des 4,5 \$ milliards en capital de risque québécois, seulement une infime partie va aux entreprises d'économie sociale.

En économie sociale, le capital est avant tout social : les réseaux permettent des projets d'envergure. Selon Clément Guimond “ miser sur un réseau qui a des idées c'est moins risqué que de miser sur un promoteur millionnaire qui veut faire de l'argent ”. Il estime que le besoin c'est celui d'un capital qui opère dans la logique de l'économie sociale. Mais les règles comptables ont été faites en fonction des critères capitalistes. Détruire l'environnement ça fait croître le produit intérieur brut ! À un entrepreneur collectif, on pose des questions en fonction des seuls critères que les comptables connaissent : combien mets-tu de ta poche dans l'entreprise ? Le RISQ essaie de faire autrement, estime sa directrice Élise Tessier, mais il y a un urgent besoin que les grands fonds deviennent accessibles aux projets collectifs<sup>7</sup> Le problème de l'accès au capital se pose aussi à l'échelle internationale. L'absence d'institutions financières facilement accessibles dans les pays du Sud rend difficile l'investissement dans les projets des communautés. Pouvons-nous envisager un fonds international qui serait accessible aux projets d'économie sociale ? Il serait difficile de le faire à partir d'institutions financières québécoises. Il reviendrait aux organisations de coopération internationale qui sont présentes sur le terrain, d'élaborer les mécanismes requis pour un tel fonds.

---

<sup>7</sup> Voir à ce propos : COMEAU, Y., FAVREAU, L., LÉVESQUE, B. et MENDELL, M. (2001), *Emploi, économie sociale et développement local: les nouvelles filières*, Presse de l'Université du Québec, Sainte-Foy, p. 79-109.

#### **4. Le renouvellement des pratiques de coopération internationale**

L'expérience des cuisines collectives du Pérou qui a inspiré les cuisines collectives du Québec illustre une nouvelle direction dans la coopération internationale : le Sud peut inspirer le Nord. Lucie Fréchette et Danielle Fournier ont montré que ces deux réseaux de cuisines collectives contribuent à l'*empowerment* des femmes.

Il y a au Pérou 10 000 groupes de cuisine collective, qui fonctionnent en réseau. Chaque groupe prépare de 150 à 200 repas par jour, sept jours par semaine. Cela leur permet de développer, à partir de la sphère privée de l'alimentation, une forme de contre-pouvoir. Issues de la culture andine et des expériences de repas collectif lors de marches ou de grèves, les cuisines, en plus de produire des repas, font de l'éducation alimentaire, développent des réseaux d'approvisionnement et offrent des activités sociales et éducatives. Ce sont des associations qui fonctionnent démocratiquement avec le support des organisations non-gouvernementales et de l'Église. Certains groupes développent même, dans le prolongement de leur activité quotidienne, des entreprises d'économie sociale. Par le biais de leurs associations, les femmes péruviennes développent une capacité de prendre la parole et portent des revendications aussi bien au niveau de la transformation des rôles masculin et féminin que des politiques sociales de l'État. Référant aux caractéristiques des cuisines identifiées par Montes Lopez en 1987<sup>8</sup>, Lucie Fréchette estime que dans les cuisines collectives péruviennes, des femmes mettent les femmes au pouvoir.

Le transfert vers le Nord s'est fait en 1988 par des femmes de la base. Suite à la visite d'une péruvienne invitée par Développement et Paix, une dizaine de Québécoises de la région de Montréal se sont rendues à Lima où elles ont participé à des cuisines collectives. Elles en sont revenues très impressionnées. En 1995, une recherche comparée a été menée avec la collaboration de Développement et Paix : trois Péruviennes sont venues au Québec et trois Québécoises se sont rendues au Pérou. Danielle Fournier a présenté brièvement les outils de diffusion des résultats de cette recherche. Ce sont des outils de conscientisation inspirés de l'expérience péruvienne. Avec les cuisines collectives, la coopération prend donc un caractère de réciprocité.

---

<sup>8</sup> Ces caractéristiques sont : 1) des organisations de femmes qui cherchent des réponses concrètes et collectives aux nécessités de la vie quotidienne de la famille et des enfants en matière de santé et d'alimentation ; 2) un lieu de rassemblement et de participation démocratique où s'affirment les identités personnelles et l'identité collective ; 3) des organisations reconnues au niveau municipal et régional qui exercent une certaine influence à travers une présence politique des femmes ; 4) des lieux d'éducation populaire combinant l'apprentissage et la réflexion critique.

Manon Boulianne et Solange van Kemenade ont élargi cette réflexion en brossant un portrait d'ensemble des pratiques des organisations de coopération internationale (OCI). La mondialisation, en exacerbant les inégalités économiques et sociales, met en évidence les liens entre les individus, la société civile et les États. Cela entraîne une transformation des pratiques des OCI : leur ancrage dans les mouvements sociaux devient plus évident, la diminution de l'aide étatique les amène à des partenariats avec le secteur privé en même temps que l'évolution du rôle des ONG du Sud entraîne des rapports de type davantage partenarial.

En Amérique latine, les organisations traditionnelles d'économie sociale que sont les coopératives et les mutuelles, connaissent une croissance significative en particulier dans le secteur des coopératives de travail. Mais on voit aussi apparaître de nouvelles expériences comme les réseaux de troc en Argentine, au Chili, au Pérou et au Brésil ; un secteur syndical très engagé dans la promotion de l'économie sociale comme la CUT au Brésil, des expériences de développement local intégrant l'économie sociale comme à Villa El Salvador au Pérou ; et finalement la mise en réseau de ces expériences, grâce en particulier aux possibilités de diffusion de l'Internet.

Les OCI partagent les valeurs véhiculées par les initiatives d'économie sociale : elles placent les droits humains avant le capital, privilégient la démocratie, misent sur la coopération et la non-violence. Engagées depuis leur origine dans des pratiques de développement local, elles contribuent maintenant au renforcement de la société civile et à l'émergence d'expériences novatrices au Nord comme au Sud.

Elles ont intérêt à soutenir ces nouvelles pratiques puisqu'elles correspondent aux principes qui les animent : partenariat Nord-Sud, démocratie locale, renforcement de l'autonomie économique et politique des acteurs et développement de nouvelles régulations qui permettent d'espérer un modèle économique alternatif. Cela les amène aussi à de nouvelles pratiques de coopération : jumelages, échanges inter régionaux, partenariats avec d'autres acteurs (universités, syndicats, groupes sociaux, etc.), passage d'un financement de projets à un support au développement institutionnel au Sud, participation aux mouvements sociaux globaux qui s'organisent autour des projets de libre-échange ou de la recherche d'une nouvelle régulation du commerce mondial, et finalement un travail d'éducation du public au Nord en faveur du commerce équitable.

## **5. L'économie sociale offre-t-elle vraiment une alternative à la mondialisation ?**

Bryan Barton a présenté la synthèse de clôture du colloque. Soulignant la richesse d'une rencontre de personnes qui “ pratiquent et analysent l'économie sociale avec celles qui se consacrent en premier lieu à la coopération internationale ”, il a affirmé que les expériences présentées ont donné aux OCI l'occasion d'approfondir leur connaissance de l'économie sociale. Il a tenu à nuancer l'affirmation que

les pratiques de partenariat soient nouvelles. Citant en exemple Développement et Paix dont la mission depuis 1967 est de faire de l'éducation à la solidarité et de développer des alternatives, il a souligné que les organisations québécoises ont depuis plusieurs décennies déjà pris l'habitude de coopérer avec des partenaires des pays où elles interviennent. Des échanges comme ceux du colloque démontrent l'importance de développer des réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire.

Réagissant en tant qu'économiste, il a noté le recours à des concepts qui ne sont pas interchangeables : économie sociale, économie solidaire, économie locale, économie populaire, économie communautaire, etc. Il y aurait avantage à s'entendre sur des définitions acceptables des divers concepts pour réfuter la prétention des tenants du néolibéralisme qui réduisent “ l'évaluation de la valeur sociale d'un bien à celle fournie par le marché ”, une simplification contestée par bon nombre d'économistes.

Au-delà de la multiplicité des expériences, l'économie sociale renvoie à un projet de société ; le concept a une portée politique, ce qui pose un double défi. D'une part, nous avons besoin d'une grille d'analyse identifiant les aspects qualitatifs des activités économiques. Cette grille doit permettre l'application à toutes les entreprises d'indices de développement humain, social, culturel, environnemental et d'égalité entre les femmes et les hommes ; et l'imputation des coûts sociaux en termes de pollution, de maladie, de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion. “ Pourquoi ne devrait-on pas appliquer ces critères autant aux activités entreprises en vue de faire des profits qu'à celles visant directement le bien-être social ? ”

D'autre part, il faut en arriver “ à la reconnaissance du rôle important que l'économie sociale peut jouer dans le développement durable, et au refus de la marginalisation ”. Nous ne devons pas accepter que l'économie sociale soit réduite à certains secteurs alternatifs ou de services de proximité. Pour répondre la question de la contribution de l'économie sociale au développement d'une alternative à la globalisation, il est réaliste d'envisager une économie plurielle “ comportant un nouveau partage de responsabilités entre pouvoirs publics, producteurs privés et organisations de l'économie sociale ”.

Il a conclu en disant qu'en préparation à la Deuxième rencontre internationale sur la Globalisation de la solidarité en octobre 2001, “ il y a beaucoup de travail et d'échanges d'expériences à faire dans l'année qui vient, pour clarifier les enjeux, dégager les perspectives, établir les bases de réseaux internationaux, afin de faire reconnaître le rôle de l'économie sociale dans l'économie moderne ”.

## **6. Préparer le rendez-vous de Québec en 2001**

Louis Favreau, coordonnateur de la CRDC de l'UQAH et vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec, a fermé le colloque en exprimant sa grande satisfaction quant à la participation. La présence de plus d'une centaine de personnes provenant des grands réseaux québécois de l'économie sociale renforce le projet de la rencontre de Québec en octobre 2001 en l'inscrivant dans une démarche

plus large.

La rencontre de Lima en 1997 s'inscrivait dans la perspective de développer des réseaux. Celle de Québec en octobre prochain veut aller plus loin et mettre en place des moyens d'action à l'échelle internationale. Cela pose le défi d'identifier des priorités d'intervention pour les quatre ou cinq prochaines années et celui de financer un secrétariat international qui soit en mesure de les soutenir.

Le succès de la journée nous permet d'envisager l'organisation en août d'une nouvelle rencontre dont l'objectif serait de permettre à la délégation québécoise de préparer sa contribution à la rencontre d'octobre. Cette rencontre portera essentiellement sur le programme d'action que soumettra le Groupe d'économie solidaire du Québec à la rencontre mondiale qui se tiendra du 9 au 12 octobre prochain à Québec.



**DEUXIÈME RENCONTRE INTERNATIONALE SUR LA GLOBALISATION DE LA SOLIDARITÉ. “ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UNE PERSPECTIVE NORD-SUD ” QUÉBEC, CANADA, OCTOBRE 2001**

***Invitation***

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), une organisation non-gouvernementale, en liaison avec le *Grupo Red de economía solidaria del Perú* organise la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité qui se tiendra au **Québec (Canada) les 9, 10, 11 et 12 octobre 2001**.

Au Québec et dans le monde entier, l'économie solidaire est au centre d'un véritable débat de société. Du 1er au 4 juillet 1997, une rencontre internationale réunissait, à Lima au Pérou, plus de 200 personnes en provenance d'une trentaine de pays des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Ces personnes sont reconnues pour leur engagement dans diverses initiatives d'économie sociale et solidaire. L'objectif de la rencontre était d'établir à quelles conditions les échanges internationaux pourraient s'exprimer sous le mode d'une véritable coopération internationale et de solidarité entre partenaires du Nord et du Sud, dans un monde où la logique de marché est dominante.

Cet ambitieux projet voulait contribuer à l'avènement d'alternatives à l'économie néo-libérale. Ce symposium international sur la globalisation de la solidarité a été initialement conçu par des groupes québécois et péruviens et soutenu par des ONG canadiennes (Développement et Paix, SUCO et CUSO). De plus, plusieurs intervenantes et intervenants d'organisations communautaires, coopératives, de femmes, écologiques et syndicales, regroupés en Groupe d'initiative, lui ont apporté leur support.

***Objectifs de la deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité:***

- affirmer plus fermement la solidarité entre les populations des sociétés du Nord et du Sud,
- jeter les bases d'un système économique solidaire,
- profiter de cette rencontre pour favoriser la convergence des différentes composantes de l'économie solidaire à travers le monde, de façon à lui donner plus de force tant au plan économique, comme mode de développement socio-économique, qu'au plan politique, comme enjeu socio-politique,
- contribuer à la mise en place d'une coordination internationale pour augmenter l'impact de l'économie solidaire.

Cette rencontre se situe dans le prolongement du Symposium international sur la globalisation de la solidarité qui s'est tenu au Pérou en juillet 1997 et qui a clôturé ses travaux par l'adoption de La déclaration de Lima (4 juillet 1997).

**Dates:                    La rencontre se tiendra les 9, 10, 11, 12 octobre 2001**

**Lieu:                      Campus Notre-Dame-de-Foy Saint-Augustin-de-Desmaures  
                                Québec, Canada**

## *Groupes promoteurs*

### **Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)**

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) est une association sans but lucratif qui regroupe des personnes provenant de divers secteurs et des organismes engagés en économie sociale et solidaire au Québec. Le groupe est en liaison avec *le Grupo Red de Economía Solidaria del Perú* qui a organisé en juillet 1997, la première rencontre internationale sur la Globalisation de la solidarité. Cet événement a réuni des personnes actives dans des coopératives, des entreprises sociales, des organisations communautaires, paysannes, syndicales, des groupes de femmes, des groupes de jeunes, des organismes de coopération internationale qui réalisent ou supportent des activités d'économie solidaire. Suite à la rencontre de Lima 1997, la délégation québécoise a été interpellée pour organiser au Québec, la Deuxième rencontre internationale sur la Globalisation de la solidarité.

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a préparé un document d'appel qui a été diffusé à l'automne 1999 et lance maintenant une invitation officielle conjointement avec le Grupo de Economía Solidaria del Perú pour la tenue en octobre 2001 de cette Deuxième rencontre. Des démarches sont en cours avec des partenaires européens, africains et latino américains pour diffuser l'invitation et préparer la rencontre de Québec 2001.

#### *La mission du Groupe d'économie solidaire du Québec*

- Promouvoir et appuyer le développement de réseaux entre les entreprises et les associations de
- divers pays sur la base de la rentabilité économique de la solidarité.
- Organiser des activités, événements et rencontres de tout ordre pour stimuler le développement de l'économie solidaire et mettre en réseau les personnes et groupes intéressés.
- Réaliser et publier des études, documents et autres ouvrages de nature à promouvoir l'économie solidaire.

#### ***Le conseil d'administration du GESQ :***

Gérald Larose, **président**, professeur à l'UQÀM et ex-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Louis Favreau, **vice-président**, professeur à l'UQÀH et coordonnateur de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC) de l'Université du Québec à Hull

Marie-Hélène Méthé, **vice-présidente**, Chantier de l'Économie sociale

René Lachapelle, **secrétaire exécutif**, organisateur communautaire

Jean-Paul St-Germain, **trésorier**, animateur à Développement et Paix

#### ***Les autres membres de la corporation***

François Aubry, Entente France-Québec en économie solidaire

André Beaudoin, Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI)

Céline Beaulieu, Conférence religieuse canadienne-région du Québec (CRCQ)

Vincent Dagenais, Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Danielle Fournier, Relais-Femmes  
Robert Gignac, CUSO-Québec  
Roch Harvey, Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)  
Luc Labelle, Conseil de la coopération du Québec (CCQ)  
François Lamarche, Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Réjean Lantagne, SOCODEVI  
Jean Laflamme, Inter-CÉDEC  
Gervais L'Heureux, SUCO  
Marie-Claude Ménard, Carrefour québécois de développement local (CQDL)  
Georges Young, Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)  
Jacques Proulx, Solidarité rurale  
Dominique Savoie, Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ)

## Groupe signataire

- o Humberto Ortiz, **président**, Grupo Red de Economía solidaria del Perú*
- o Gérald Larose, **président**, Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)*
- o Laurent Fraisse, Inter-réseaux de l'économie solidaire en Europe*
- o Abdou Salam Fall, Institut Fondamental de l'Afrique Noire au Sénégal*

## Comité d'honneur

*L'Honorable Lise Thibault, **Lieutenant-gouverneur du Québec**, Présidente du comité d'honneur*

- *Señor Miguel Azcueta, **Regidor Metropolitano**, Municipalidad Metropolitana de Lima (Perú)*
- *Monsieur Léopold Beaulieu, **Président-directeur général**, Fondation CSN (Québec)*
- *Monsieur Mamadou Cissokho, **Président**, Réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal)*
- *Señor José Luis Coraggio, **Rector** de la Universidad Nacional de General Sarmiento (Argentina)*
- *Monsieur Francis Whyte, **Recteur**, Université du Québec à Hull (Québec)*
- *Monsieur Moussa Konaté, **Chargé du Développement local**, SUCO-Mali*
- *Monsieur Luc Labelle, **Président-directeur général**, Conseil de la coopération du Québec*
- *Monsieur François Lapierre, **Évêque**, Saint-Hyacinthe (Québec)*
- *Madame Diane Lavallée, **Présidente**, Conseil du Statut de la femme (Québec)*
- *Madame Nancy Neamtam, **Présidente**, Chantier de l'économie sociale du Québec*
- *Monsieur Laurent Pellerin, **Président général**, Union des producteurs agricoles (Québec)*
- *Mister Roberto Rodrigues, **President**, International Co-opérative Alliance*
- *Monsieur François Traoré, **Président**, Union des Groupements villageois de la boucle du Mouhoun (Burkina Faso)*

**Grupo Red de Economía Solidaria del Perú**

**Groupe initiateur du symposium de Lima** <http://cpi.alter.org.pe/informe/>

***Comité exécutif :***

Humberto Ortiz Roca, **président**, Comisión Episcopal de Acción Social (CEAS)

Ismael Muñoz Portugal, **vice-président**, Instituto Bartolomé de las Casas(IBC)

Amparo Huaman Valladares, **secrétaire**

Mario Mancini Pagano, **trésorier**

Rosa Pachco

José Luis La Torre

Oscar Gutierrez

Alfonso Cotera Fretel, directeur exécutif

***Principales organisations ayant soutenu l'initiative de la Rencontre de Lima :***

Movimiento Artesanal Pastoral(MOVAPP), Perú

Justicia y Paz, Perú

Comité de Solidaridad con Perú - Pachamama, Alicante, España

Chaire de recherche en développement communautaire, Québec, Canada

CUSO - Québec, Canada

SUCO - Québec, Canada

Développement et Paix, Canada

Association des droits de la femme, Maroc

Groupe d'analyse des politiques économiques, Sénégal

Relais-Femmes, Québec, Canada

---

---

***Document d'appel***

En juillet 1997, plus de deux cents personnes de trente-deux pays ont participé à Lima au Pérou, à une rencontre convoquée par le *Grupo Red de Economía Solidaria del Perú* sous le titre de “Symposium international sur la globalisation de la solidarité”. À Québec, du 9 au 12 octobre 2001, se tiendra une deuxième rencontre internationale pour donner suite à celle de Lima.

L'émergence d'initiatives de l'économie sociale et solidaire est un phénomène universel. Dans le contexte où le libéralisme occupe largement l'espace idéologique, ces activités, le plus souvent modestes mais néanmoins porteuses, se posent comme des alternatives à une activité économique dominée par la logique capitaliste de marché. Le présent appel s'adresse à celles et ceux qui font ces projets et développent ces initiatives de même qu'à ceux et celles qui en supportent l'émergence.

Les expériences d'économie sociale et solidaire s'organisent à l'échelle locale en misant sur les

communautés d'appartenance et les réseaux de solidarité de leur milieu. Elles contribuent à démontrer que la solidarité peut être rentable et, en ce sens, elles ouvrent la voie à une autre mondialisation que celle qui nous est proposée par le néolibéralisme.

Pour qu'une mondialisation alternative soit possible, ces expériences doivent s'inscrire dans la dynamique économique globale. À un premier niveau, cela se concrétise en développant des réseaux dans lesquels elles peuvent se mailler, s'entraider, se diversifier, à l'échelle des régions et des États nationaux, mais aussi à l'échelle des continents, des sous-continentes et du monde. De nouvelles formes de coopération Nord-Sud se développent qui reposent davantage sur un échange de plus en plus équitable et solidaire que sur le don.

Elles doivent aussi passer de l'échelle microéconomique à l'échelle macroéconomique. Les partenariats entre réseaux du Sud et entre des réseaux du Sud et des réseaux du Nord s'inscrivent maintenant dans une perspective de faire des affaires selon une logique de solidarité. Le défi c'est de rendre accessible les ressources financières et techniques pour que les activités de l'économie sociale et solidaire développent cette nouvelle réciprocité Nord-Sud qui permet d'espérer une mondialisation autre que celle du néolibéralisme dominant.

La rencontre de Québec 2001 souhaite relever **trois défis** pour mondialiser la solidarité:

- faire passer l'économie sociale et solidaire du niveau des petites expériences à celui d'une articulation avec l'ensemble de l'activité économique;
- mettre l'expertise québécoise à contribution pour développer la place de l'économie sociale et solidaire sur le terrain économique et renforcer sa position sur le terrain politique, éthique et culturel;
- affirmer la solidarité des sociétés du Nord et du Sud autour d'une alternative à la mondialisation qui s'organise actuellement selon le modèle de l'économie néolibérale.

Les initiatives de l'économie sociale et solidaire doivent avoir les moyens de soutenir leurs prétentions et revendications à l'équité d'accès aux ressources financières et techniques. Elles ont besoin de moyens de représentation et de sollicitation pour amener les organisations nationales et internationales à connaître et reconnaître les principes et besoins de l'économie sociale et solidaire. Québec 2001 est une occasion de resserrer les réseaux de solidarité autour de cet objectif et du besoin d'obtenir les ressources nécessaires pour mettre en place une coordination et un secrétariat international porteur de ce programme d'action.

Québec 2001 veut réunir des personnes provenant à parts égales du Nord et du Sud, qui sont actives dans des initiatives concrètes ou dont les activités de recherche supportent la globalisation des expériences terrain, autour du défi d'élaborer ensemble un programme de développement pour les prochaines années. Le but de la démarche est de passer des réseaux de solidarité à des partenariats supportés par un système international de financement de l'économie sociale et solidaire, et de mettre en place une coordination et un secrétariat permanent capable de faire les représentations requises pour que tout cela soit possible..

Le *Grupo Red de Economia Solidaria del Perú* et le Groupe d'économie solidaire du Québec invitent donc les organismes des pays du Nord et des pays du Sud intéressés à contribuer à cet effort à se rencontrer à Québec lors de la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité qui se tiendra du 9 au 12 octobre 2001.

Nous souhaitons recevoir des nouvelles de vos projets, entreprises et initiatives et nous nous engageons à vous faire parvenir avant la rencontre le document de travail qui sera soumis aux personnes déléguées à la rencontre de Québec.

Humberto Ortiz, président  
Grupo Red de Economía solidaria del Perú

Gérald Larose, président Groupe d'économie  
solidaire du Québec

Laurent Fraise  
Inter-réseaux de l'économie solidaire en Europe

Abdou Salam Fall  
Institut Fondamental de l'Afrique Noire au Sénégal



## *Aperçu du programme de la rencontre*

**Mardi 9 octobre 2001**

**9 : 00 h Ouverture de la rencontre par Humberto Ortiz Roca et Gérald Larose**

Allocutions pour camper les enjeux de solidarité

Personnes ressources :

*o Lorraine Guay, Mouvement des femmes du Québec*

*o Roberto Rodriguez, L'Alliance coopérative internationale (à confirmer)*

*o Mgr François Lapierre, Évêque de Sainte-Hyacinthe*

*o Porte-parole du Bureau international du travail (à déterminer)*

**10 : 00 h Pause**

**10 : 20 h Table-ronde : L'économie sociale et solidaire : une autre mondialisation**

Des communautés locales, des mouvements sociaux, certains États, des agences internationales de l'ONU, des ONGD...résistent à la mondialisation néo-libérale et travaillent à construire de nouvelles avenues. Les tendances issues de la mondialisation néolibérale sont à l'œuvre...et fortement: financiarisation et dérégulation de l'économie, montée de l'exclusion et de la précarité, affaiblissement des États...Mais cette mondialisation est-elle la seule possible ? Des contre-tendances émergent pour favoriser une autre mondialisation. Comment l'économie sociale et solidaire est-elle partie prenante de ces contre-tendances?

Personnes ressources :

*o Nancy Neamtan, (Québec)*

*o Jean-Louis Laville, (France)*

*o Yao Assogba, (Québec)*

*o Ismaël Munoz, (Pérou)*

**11 : 40 h Pause**

**12 : 00 h Questions, commentaires et débats**

**13 : 00 h Dîner**

**14 : 00 h Ateliers thème 1 : Le financement de l'économie sociale et solidaire**

La capitalisation des initiatives d'économie sociale et solidaire est un enjeu majeur. Comme pour toute entreprise, une capitalisation adéquate et adaptée est requise. Face au vide de financement ou aux trop grandes prudenances des institutions financières traditionnelles, quelles sont les formes de financement mises sur pied dans la mouvance de l'économie sociale et solidaire pour assurer le démarrage, la consolidation et le développement d'entreprises viables ? Quels sont les acquis en matière de soutien financier aux initiatives de l'économie sociale et solidaire ? À quelles difficultés se butent-elles? Que faut-il retenir de ces expériences ? Comment pouvons-nous consolider le financement de ces initiatives dans les quatre ou cinq prochaines années ?

Trois sous-groupes traitant chacun d'une expérience du Nord et une expérience du Sud, une personne pour l'animation et une personne-ressource. Guide d'animation en trois temps : les
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



acquis, les défis, les propositions pour le programme.

Les personnes qui alimentent les ateliers seront choisies en fonction d'un équilibre hommes-femmes et d'un équilibre entre quatre pôles : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe, Afrique-Asie. On favorise des personnes ayant une bonne capacité de communication.

Chaque sous-groupe aura une langue dominante (français, anglais ou espagnol) et, au besoin, la traduction se fera par chuchotement.

### ***Ateliers thème 2 : Économie sociale et solidaire et développement local***

Des communautés locales, des mouvements sociaux, certains États, des agences internationales de l'ONU, des ONGD, des coopératives sociales ou de solidarité...sont inscrits dans une dynamique de construction de nouvelles avenues. Si d'un côté des tendances nouvelles issues de la mondialisation néolibérale sont à l'oeuvre...et fortement (financiarisation et dérégulation de l'économie, montée de l'exclusion et de la précarité, affaiblissement des États...), des contre-tendances émergent pour favoriser une autre mondialisation. L'économie sociale et solidaire favorise-t-elle le contrôle local sur le développement et la participation des populations ? Quels sont les acteurs de ces dynamiques nouvelles et comment opèrent-ils ? Quelles difficultés rencontrent-ils ? Que faut-il en retenir ? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années ?

### ***Ateliers thème 3 : Économie sociale et solidaire et coopération au développement***

La coopération internationale entre les pays du Nord et les pays du Sud s'est trop souvent apparentée à des entreprises d'assistance des premiers envers les seconds. Quelles sont les conditions aujourd'hui d'un véritable codéveloppement? Où se situe l'économie sociale et solidaire dans ces nouvelles formes de codéveloppement? Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre à cet égard? ? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

**Mercredi 10 octobre 2001**

### ***9 : 00 h Économie sociale/solidaire et démocratisation du développement***

La mondialisation n'est pas un ensemble unique de processus : à côté et même souvent contre la mondialisation néolibérale, se déploie un ensemble d'initiatives qui, sans constituer une force sociopolitique mondiale, ont dépassé le stade de la démarche exclusivement locale pour s'inscrire dans une autre mondialisation, laquelle privilégie la lutte contre la pauvreté par l'emploi et la protection sociale de même que la maîtrise de l'environnement et la maîtrise de la société sur l'économie.

L'économie sociale et solidaire peut donc être traitée sous l'angle de sa contribution à la construction de nouveaux modèles démocratiques de développement. Mais la notion de développement fait depuis 40 ans l'objet d'importants débats et de visions fort différentes, opposées même. Aujourd'hui, après l'échec des coopérations étatiques des pays capitalistes du Nord dans le Sud, après l'échec du communisme et son effondrement et après l'échec des mouvements de libération nationale et de leur modèle "développementaliste", comment et à quelles conditions fait-on du développement?

Dans ce nouveau contexte, l'économie sociale et solidaire peut être considérée d'abord comme une mobilisation sociale à partir de besoins (la nécessité), d'aspirations des populations (l'identité) et d'un

projet de développement (une utopie). À quelles conditions l'économie sociale et solidaire peut-elle être l'expression d'un potentiel pour de nouvelles formes de régulation politique, d'identité et d'utilité sociale? À quelles conditions peut-elle être 1) une réponse inédite à des besoins des populations ; 2) une contribution à la redéfinition de la démocratie; 3) un apport au renouvellement de la protection sociale et des politiques économiques et sociales des États ? Qu'est-ce que l'histoire des pratiques de ce type d'économie (histoire qui remonte au 19e siècle) et la théorie qui lui est liée nous révèlent à cet égard tant dans les sociétés du Nord que dans les sociétés du Sud?

Personnes ressources :

- o Patricia Amat y Leon, (Pérou)*
- o Jose Luis Corragio, (Argentine)*
- o Jacques Defourny, (Belgique)*
- o Bishwapria Sanyal, (Indiana, États-Unis)*
- o Benoît Lévesque, (Québec)*

**10 : 30 h Pause**

**11 : 00 h Questions et commentaires**

**12 : 30 h Dîner**

**14 : 00 h Ateliers thème 4 : Économie sociale et solidaire et services de proximité**

Les services de proximité sont des entreprises et des organisations offrant des services ancrés sur un territoire, disposant d'une capacité relationnelle faisant des usagers comme des salariés des coproducteurs des services : santé et services sociaux communautaires, garde d'enfants, protection de l'environnement proche, réseaux d'entraide de type cuisines collectives, tontines, cercles d'emprunts... Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre dans ce domaine ? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

**Ateliers thème 5 : Économie sociale et solidaire et politiques publiques**

Quels types de rapports entre États et société civile sont susceptibles de générer de nouvelles politiques publiques, à l'échelle locale, nationale, internationale? Des politiques de décentralisation du service public de certains États ou de certaines institutions internationales font-elles bon ménage avec les initiatives locales d'économie sociale et solidaire et à quelles conditions? Les partenariats des États avec des ONG, des municipalités, des coopératives et des associations, voire des PME sont-ils des pistes d'avenir pour le renouvellement des politiques publiques et du développement? Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre dans ce domaine? Ces pratiques contribuent-elles à freiner la privatisation et à soutenir le rôle régulateur des États? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

**Ateliers thème 6 : Économie sociale et solidaire et habitat**

L'habitat demeure une préoccupation centrale à l'échelle de la planète. Les établissements humains doivent être plus sûrs, plus vivables, plus durables. Quelles sont les initiatives de l'économie sociale et solidaire qui ont fait leurs preuves dans ce secteur? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que retenir de ces innovations? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

**Ateliers thème 7 : Économie sociale et solidaire et transfert des savoirs**

Les pays du Nord et du Sud n'ont pas seulement des attentes et des besoins. Ils possèdent des savoir-faire au plan scientifique, technique, économique, social, culturel : pratiques médicales, pratiques communautaires d'épargne et de crédit, d'éducation populaire et de formation professionnelle, de compétences en agronomie et en développement rural, en écologie et en développement urbain, etc. Comment s'opèrent les transferts Nord-Sud, Sud-Nord, Sud-Sud en économie sociale et solidaire? Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre dans ce secteur? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

## **Jeudi 11 octobre 2001**

### ***9 : 00 h Table-ronde : Économie sociale et solidaire et mouvements sociaux***

Dans la mondialisation actuelle, plusieurs acteurs interviennent et lui donnent une direction soit néo-libérale, soit alternative. Il y a d'abord les grandes entreprises multinationales, les États réunies au sein de l'ONU et plusieurs organisations économiques et politiques qui lui sont affiliées à des degrés divers (FMI, Banque mondiale, PNUD, BIT...). D'autre part, il existe un ensemble de forces sociales plus ou moins indépendantes entrant en interaction avec ces dernières ou certaines de celles-ci lorsqu'elles sont porteuses de résistance et de contre-propositions à la mondialisation néo-libérale. Les dynamiques mondiales doivent désormais compter avec des forces sociales indépendantes des États, de l'entreprise privée et des institutions de l'ONU soit un ensemble d'associations environnementalistes, de groupes de femmes, d'organisations de défense de droits sociaux, d'organisations syndicales et coopératives... La capacité d'introduire de la solidarité dans l'économie est intimement liée à la force et à la pénétration de ces mouvements sociaux dans l'économie au plan international comme aux plans national et local.

Les associations au Nord comme au Sud tout comme la coopération internationale Nord-Sud ont subi les contrecoups de la mondialisation néo-libérale et vivent donc un temps fort d'incertitudes. Mais la crise a libéré un espace inédit pour l'innovation sociale, notamment dans la zone où le "social" et l'économique" se superposent, ce qui est le cas de l'économie sociale et solidaire. Comment les mouvements sociaux se positionnent-ils aujourd'hui dans ce nouveau contexte et à l'égard de ces initiatives d'économie sociale et solidaire? Sont-ils ouverts au changement de stratégies et de politiques que cela induit?

Personnes ressources :

- o Patrick Develtere, (Belgique)*
- o Marguerite Mendel, (Québec)*
- o Abdou Slam Fall, (Sénégal)*
- o Antonio Zapata, (Pérou)*
- o Ray Bromley, (États-Unis)*

***10 : 30 h Pause***

***11 : 00 h Questions et commentaires***

***12 : 30 h Dîner***

### ***14 : 00 h Ateliers thème 8 : Économie sociale et solidaire et commerce équitable***

Développer des relations économiques justes et équitables entre le Nord et le Sud, c'est mettre en place les services et les équipements requis pour que les producteurs du Sud soient en mesure d'acheminer leur produit au Nord (le café par exemple) en obtenant un prix convenable. Le commerce équitable c'est aussi l'application au Sud de principes de production sur une base collective ou coopérative en contrepartie d'un financement planifié rendu possible par des arrangements institutionnels avec des entreprises et des organisations du Nord. Le commerce équitable illustre fort bien la triple dimension du développement et des échanges Nord-Sud aujourd'hui: économique, social et environnemental. Quelles pratiques innovatrices en économie sociale et solidaire ont été mises en œuvre pour favoriser ce type de commerce? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années? Comment les filières internationales (Nord/Nord, Nord/Sud et Sud/Sud) aujourd'hui se développent-elles?

### ***Ateliers thème 9 : Économie sociale et solidaire et emploi***

L'économie informelle et le sous-emploi, en milieu urbain comme en milieu rural, sont prédominants dans la majorité des pays du Sud tandis que le chômage de masse est réapparu dans les pays du Nord. Cette tendance illustre bien la montée de l'exclusion et de la précarité qu'on retrouve en partie dans le Nord et de façon dramatique dans le Sud. Cette exclusion et cette précarité sont très fortement liées au monde du travail et au développement de l'emploi. Cet enjeu majeur des États, des entreprises et des mouvements sociaux est aussi celui de l'économie sociale et solidaire : comment faire face à la mutation en cours de l'emploi, du travail et de la protection sociale qui lui est liée? Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre pour favoriser le développement de l'emploi et de nouvelles formes d'organisation du travail? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

### ***Ateliers thème 10 : Économie sociale et solidaire et environnement***

La planète est littéralement en état de survie, écologiquement parlant, ce qui amène de nombreux mouvements (ONGD notamment et certaines conclusions de grandes conférences internationales de l'ONU) à remettre en question, de façon souvent radicale, notre mode de production et de consommation. Enjeu majeur: la maîtrise de l'environnement. Quelle contribution l'économie sociale et solidaire réalise-t-elle dans ce domaine? Quelles pratiques innovatrices ont été mises en œuvre pour favoriser la protection de l'environnement? Quelles difficultés rencontrent-elles? Que faut-il en retenir? Comment les consolider dans les 4 ou 5 prochaines années?

## **Vendredi 12 octobre 2001**

### ***9 : 00 h Plénière synthèse des travaux***

Établissement des consensus sur le programme d'action et les balises d'un secrétariat international de l'économie sociale et solidaire.

## *Douze cahiers en économie sociale et coopération Nord/Sud*

*CRDP et GERES (UBAIC)*

- Assogba, Yao** (2000), Gouvernance, économie sociale et développement durable en Afrique, 28 pages.
- Assogba, Yao** (1998), Afrique noire : Démocratie, développement et mouvement associatif, 28 pages.
- Boulianne, Manon et Louis Favreau** (2000), Coopération Nord-Sud et économie sociale : l'expérience de l'ONG Plan Nagua (1969-2000), 60 pages.
- Boulianne, Manon** (1998), Le potentiel des jardins communautaires pour le développement des collectivités locales : éléments pour l'analyse de l'intervention au Mexique et au Québec, 27 pages.
- Donovan, Patrick F. et ali.** (2000), L'économie sociale dans la IX<sup>e</sup> Région de l'Araucanie (Chili) : une option pour le développement régional, 29 pages.
- Favreau, Louis** (2000), Économie sociale, coopération internationale et développement des sociétés du Sud, 39 pages.
- Favreau, Louis** (1997), L'économie sociale mise en perspective : renouvellement au Nord et émergence au Sud, 40 pages.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette** (1999), Économie sociale, coopération Nord/Sud et développement, 25 pages.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette** (1998), Développement communautaire et économie sociale : l'expérience péruvienne de Villa el Salvador, 27 pages.
- Favreau, Louis et René Lachapelle** (1998), Économie solidaire et coopération Nord-Sud : la rencontre de Lima. 33 pages.
- Fréchette, Lucie** (1997), Les cuisines collectives du Pérou : un itinéraire de 20 ans. 25pages.
- van Kemenade, Solange et Louis Favreau** (2000), Coopération Nord-Sud et économie sociale : l'expérience de l'ONG Développement et Paix (1967-1999), 65 pages.

## **NUEVA SECCION EN ESPAÑOL**

- ES. 2 Van Kemenade, S. et L. Favreau (2001).** Nueva Economía Social y Empleo en Quebec : hacia una democratización de las relaciones laborales. **Cátedra de**

**investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull. no 2. 24 p.** Precio : \$ 5,00 Can.

**ES. 1 Bouchard, Marie J. (2001).** La Gestión de las Organizaciones Sociales para el Desarrollo : Características y Desafíos. **Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull. no 1. 30 p.** Precio : \$ 5,00 Can

Favreau, L. (1998). **Economía social y mundialización : una perspectiva Norte-Sur**, en Ortiz, H. e I. Munoz, *Globalización de la Solidaridad, un reto para todos*, GES/CEP, Lima Perú, p. 37-56. Texto que figura en la compilación de artículos *La Gestión de Proyectos Sociales*, Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, Otoño 1999. **Precio: \$ 10,00 Can.**  
(Artículo disponible sobre pedido a la Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, \$ 2,00 Can.)

Favreau, L. (1997). **Desarrollo económico comunitario y economía social : el ejemplo Canadiense**, revista CIRIEC-ESPAÑA, número 25, Valencia, España, p. 43-62. Texto que figura en el cuaderno de artículos *La Gestión de Proyectos Sociales*, Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, Otoño 1999. **Precio: \$ 10,00 Can.**  
(Artículo disponible sobre pedido a la Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, \$ 2,00 Can.)

Favreau, L. (1994). **Las experiencias de desarrollo comunitario en Estados Unidos y Canadá, campo de una nueva economía social (NES)**, en Vidal, I. *Inserción social por el trabajo, una visión internacional*, Universidad de Barcelona, Centro de Iniciativas de la Economía Social (CIES), Barcelona, España, p. 129-156. Texto que figura en la compilación de artículos *La Gestión de Proyectos Sociales*, Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, Otoño 1999. **Precio: \$ 10,00 Can.**  
(Artículo disponible sobre pedido a la Cátedra de investigación en desarrollo comunitario de la Universidad de Quebec en Hull, \$ 2,00 Can.)

- El precio no incluye el TPS (7 %) y los gastos de mantenimiento.  
Usted puede procurarse la lista completa de nuestras publicaciones, llamando o escribiendo a la CRDC o al GERIS al Telf. **(819) 595-3900, anexo 2291** o al correo electrónico : [crdc@uqah.quebec.ca](mailto:crdc@uqah.quebec.ca) u [geris@uqah.quebec.ca](mailto:geris@uqah.quebec.ca)
- Le prix n'inclut pas la TPS (7 %) et les frais de manutention  
La liste complète de nos publications est disponible à la **CRDC** et au **GÉRIS** :  
Tél: (819) 595-3900 poste 2291 ou par courriel: [crdc@uqah.quebec.ca](mailto:crdc@uqah.quebec.ca) ou [geris@uqah.quebec.ca](mailto:geris@uqah.quebec.ca)

## **Revue *Économie et Solidarités***

*Économie et Solidarités* est la revue du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC Canada). Son contenu porte sur les caractéristiques de l'économie sociale, sur son rôle comme agent de développement socio-économique, sur sa gestion, sur les secteurs d'activités où elle est engagée et sur l'analyse comparative internationale de son émergence et de son développement. Revue scientifique destinée aux chercheurs (professeurs et étudiants), son mandat est de s'intéresser aux organisations de l'économie sociale (coopératives et associations) et de traiter de leur spécificité. Revue destinée aux praticiens, son but est de promouvoir le développement de ces organisations et entreprises dans les situations qui apparaissent les plus appropriées.

Instrument de diffusion des connaissances dans le domaine, cette revue scientifique est le seul périodique nord-américain voué principalement à l'économie sociale. Sa publication est rendue possible grâce à l'engagement social de l'ensemble des collaborateurs, aux revenus d'abonnements et de ventes au numéro et aux subventions de nos généreux donateurs.

À tous ceux et celles qui sont intéressés à poursuivre leur réflexion et à obtenir de plus amples informations sur l'évolution de l'économie sociale et du développement local au Québec et dans le monde, nous vous suggérons de consulter ou de vous abonner à la revue *Économie et Solidarités*. Cette revue fondée en 1968 est aujourd'hui abritée par la Chaire de recherche en développement communautaire de l'UQAH.

Co-rédacteurs de la revue : Jacques L. Boucher et Daniel Tremblay.

Secrétaire de rédaction : Geneviève Guindon

Pour renseignements:

*Économie et Solidarités*

a/s Geneviève Guindon

Chaire de recherche en développement communautaire

Université du Québec à Hull

C.P. 1250, succursale B

Hull, Québec

J8X 3X7

Téléphone: (819) 595-3900, poste 2383

Télécopieur: (819) 595-2227 ou 595-2384

Courriel: REVUE\_CIRIEC@uqah.quebec.ca

Site Internet du CIRIEC Canada:

<http://www.unites.uqam.ca/ciriec/>



---

---

## **Maîtrise en travail social et développement local**

---

---

Vous avez un baccalauréat dans une ou l'autre des disciplines des sciences sociales (travail social, sociologie, géographie, psychologie, relations industrielles...). Vous êtes intéressés à faire une maîtrise à temps partiel. Vous voulez concilier études et travail, vous êtes intéressés par l'économie sociale, l'insertion par le travail, le développement local et régional, le développement économique communautaire, contactez-nous!

L'université du Québec à Hull offre depuis quatre ans une maîtrise en travail social très innovatrice bâtie autour de deux axes de renouvellement des pratiques sociales: (1) le développement local (insertion, économie sociale et développement communautaire); (2) la prévention sociale et la promotion des réseaux sociaux.

L'université du Québec à Hull offre une maîtrise en travail social également innovatrice dans sa manière de faire puisque les cours sont donnés selon une formule semi-intensive qui vous amène à l'université une seule fois par mois (pour deux à trois jours du jeudi au samedi midi). Vous pouvez ainsi demeurer actifs au plan professionnel.

La Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC), par l'intermédiaire de ses chercheurs, est très active dans ce programme en soutenant tout le volet "développement local": séminaires, cahiers de la CRDC, assistantat de recherche d'étudiants, direction de mémoires, site internet, travail en équipe...

**Information personnalisée: Yao Assogba, responsable du programme**

**Yao\_Assogba@uqah.quebec.ca**

**Tél. (819)-595-3900, poste 2201**

**Information pour obtenir documentation et formulaire:**

**1-800-567-1283 poste 1-4417 (sans frais)**

**ou (819)- 595-4417**

